

Telle était la situation des esprits , lorsque , par la convention du 13 juillet 1841 , la France fut admise à rentrer dans le concert européen. Cet événement n'émut que faiblement l'opinion publique. Le sort de Méhémet-Ali avait été réglé dans deux hattî-schérifs qui le dépouillaient de la plupart des prérogatives par lui conquises depuis dix ans , et le réduisaient , selon l'énergique expression de Fonfrède , à « l'hérédité du néant. » En adhérant à la convention de 1841 , la France consacrait en quelque sorte cette honteuse spoliation , sans autre compensation que l'abandon du traité d'Unkiar-Skelessy , qui n'avait jamais pris place dans le droit public européen. Le principe immémorial de la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles y était reconnu dans des termes plus propres à l'affaiblir qu'à le fortifier. La conduite du gouvernement français en cette circonstance ne parut que l'expression manifeste de son désir de sortir à tout prix de la politique d'isolement que la défiance ombrageuse des puissances du Nord lui avait faite. Le cabinet espéra un moment que les Cours d'Autriche et de Prusse , qui avaient insisté sur la rentrée de la France dans le conseil européen , s'uniraient avec elle par une alliance plus intime ; mais cette illusion ne tarda pas à s'évanouir , et le mauvais vouloir de la Russie reprit tout son ascendant sur les dispositions de l'Europe occidentale. La monarchie de 1830 paraissait condamnée à flotter entre une solitude absolue et des alliances intéressées. Le nouveau roi de Prusse , qui se rendit vers cette époque en Angleterre pour y tenir sur les fonts baptismaux le jeune prince Albert-Edouard , fils de la reine , mit une sorte d'affectation à éviter le territoire français , et les ducs d'Orléans et de Nemours ne furent point conviés aux fêtes de la Cour britannique. Pour prix de son équivoque médiation , le cabinet anglais aggrava les stipulations des traités sur le droit de visite , et exigea une forte réduction dans nos armées de